

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Réalisation de la deuxième vague de l'enquête longitudinale

Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Erfi 2 V2)

Consultation n°2026-03

Appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la Commande publique.

Ce document définit le cadre juridique du marché.



SOMMAIRE

1.	Contexte	3
2.	Objet du marché.....	3
2.	Nature et forme du marché	3
3.	Pièces contractuelles du marché.....	3
4.	Description et modalités d'exécution des prestations attendues	4
5.	Durée d'exécution du marché.....	4
6.	Protection des données à caractère personnel.....	4
7.	Modalités d'exécution du marché public	4
7.1.	Interlocuteurs privilégiés – Ordre de services	4
7.2.	Obligations des parties	5
7.3.	Quantités estimatives du marché	5
7.4.	Langue à utiliser dans les livrables.....	5
7.5.	Opérations de vérification et admission des prestations.....	5
7.6.	Transmission du BEGES et du plan de transition	6
7.7.	Clause de disponibilité des équipes du titulaire	6
8.	Pénalités	7
8.1.	Non-transmission du BEGES et du plan de transition.....	7
8.2.	Indisponibilité des équipes du titulaire	7
8.3.	Retard dans l'exécution des prestations	7
8.4.	Non-respect du protocole de contact.....	7
9.	Sous-traitance	8
10.	Assurance	8
11.	Prix du marché	8
11.1.	Forme des prix	8
11.2.	Contenu des prix	8
11.3.	Révision des prix	9
12.	Avance.....	9
13.	Règlement des prestations	9
13.1.	Schéma de paiement	9
13.2.	Présentation des factures	9
13.3.	Règlement des prestations	10
14.	Résiliation.....	10
15.	Règlement des différends et des litiges.....	10
16.	Dérogation au CCAG-PI	10
ANNEXE 1 – Propriété intellectuelle		12
ANNEXE 2 - Protection des données personnelles RGPD		13

1. Contexte

Dans le cadre du programme international d'études longitudinales et comparatives « Generations and Gender Programme » (GGP), l'Ined a réalisé par le passé, en partenariat avec l'Insee, l'enquête française Erfi (Étude des relations familiales et intergénérationnelles). En 2020, le programme GGP a lancé un nouveau cycle de collecte (GGP II). Une vingtaine de pays participent à ce nouveau cycle, la collecte de données étant coordonnée par le Central Hub GGP au NIDI (Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute) à La Haye, en coopération avec les équipes nationales de chaque pays.

Dans le cadre de ce programme, l'Ined est chargé de la deuxième édition de l'enquête Études des relations familiales et intergénérationnelles (Erfi 2). C'est une enquête longitudinale en trois vagues espacées de 3 ans (2024, 2027 et 2030). La première vague a été réalisée en 2024. Elle portait sur les personnes de 18 à 79 ans vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine. La collecte a eu lieu par Internet et/ou par téléphone ; 12 800 personnes ont répondu au questionnaire. Une deuxième vague d'enquête est prévue en 2027 auprès de 10 750 personnes ayant accepté d'être recontactées pour une deuxième interrogation. Ces personnes reçoivent environ deux fois par an des courriers et/ou e-mails les tenant au courant des premiers résultats et les invitant à mettre à jour leurs coordonnées.

2. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de la collecte des données de la deuxième vague de l'enquête Erfi 2, c'est-à-dire d'une enquête multimode concurrentielle (CATI/CAWI) par questionnaire auprès des répondants à la première vague de l'enquête ayant accepté d'être recontactés pour une deuxième interrogation et résidant en ménage ordinaire en France métropolitaine. Il porte sur la réalisation de deux opérations :

- **La répétition générale.** Elle aura lieu en novembre-décembre 2026 auprès d'environ 500 personnes.
- **L'enquête réelle.** Elle aura lieu en avril-juin 2027 auprès d'environ 10 225 personnes.

La collecte des données aussi bien de la répétition générale que de l'enquête réelle repose sur un questionnaire individuel mis en ligne par le Central Hub GGP.

2. Nature et forme du marché

La présente consultation est un appel offre ouvert en application des articles L2124-2, R2124-1 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles (soumis au CCAG-PI), passé sous la forme d'un marché unique non alloti.

3. Pièces contractuelles du marché

Les documents constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) dans sa version en vigueur à la date de signature du

- marché ;
- Le ou les annexes financières (en cas de variantes) et le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute disposition figurant dans les documents complétés ou remis par le titulaire et contraire aux clauses des documents du marché est réputée non écrite.

4. Description et modalités d'exécution des prestations attendues

Confère le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

5. Durée d'exécution du marché

Le marché est conclu pour une durée d'exécution allant de sa date de notification à la complète réalisation de son objet. La durée d'exécution du marché est estimée à vingt (20) mois, sans que celle-ci puisse excéder le 31 mai 2028.

La date de notification du marché est la date de réception par le titulaire de la copie du marché (estimée fin mai 2026).

6. Protection des données à caractère personnel

Les parties déclarent avoir pris connaissance des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel figurant en annexe 2 du présent CCAP.

Le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui y sont détaillées, notamment en matière de sécurité, de confidentialité et de traitement des données sur instruction du Responsable de traitement.

Les parties s'engagent à se conformer aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et à toute législation nationale applicable en matière de protection des données.

Toute modification des mesures prévues en annexe devra faire l'objet d'un accord écrit entre les parties.

7. Modalités d'exécution du marché public

7.1. Interlocuteurs privilégiés – Ordre de services

Le service des enquêtes et des sondages de l'Ined est en charge du suivi de l'exécution du marché.

L'Ined communiquera au titulaire, lors de l'attribution du marché, le nom et les coordonnées de ses interlocuteurs privilégiés à l'Ined.

Le titulaire aura indiqué dans son offre le nom et les coordonnées du(es) interlocuteur(s) privilégié(s) de l'Ined pour l'exécution des prestations du marché.

Le marché s'exécute par ordres de services (courrier, courriel, télécopie) émis par les interlocuteurs

privilégiés du titulaire à l'Ined. Toute prestation assurée sans ordre de service émis par ces interlocuteurs restera à la charge du titulaire, sans recours contre l'Ined.

Les ordres de services peuvent comporter des précisions sur les prestations définies dans le CCTP qui sont à mettre en œuvre.

7.2. Obligations des parties

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et s'engage à réaliser les prestations conformément aux spécifications techniques et fonctionnelles définies dans le marché. Par ailleurs, le titulaire est soumis à :

- Une obligation de conseil et un devoir d'alerte, et à ce titre, il s'engage à fournir à l'Ined tous renseignements et conseils utiles pour la bonne réalisation des prestations du marché et à réagir efficacement et rapidement en cas de problème ;
- Une obligation de confidentialité sur l'ensemble des informations qui lui sont communiquées par l'Ined ou qui sont parvenues à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- Se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations objet du marché ;
- Faire respecter par ses préposés et ses sous-traitants éventuels toutes les obligations issues du présent marché.

L'Ined s'engage à donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché.

7.3. Quantités estimatives du marché

Les quantités estimatives qui figurent dans le marché (CCTP/Acte d'engagement/annexe financière) sont données à titre indicatif et ne sauraient en aucun cas engager l'Ined.

Le titulaire ne pourra présenter de réclamation, quelle que soit l'importance des variations, en plus-value ou en moins-value, des estimations réalisées au vu des informations fournies dans le cadre de la procédure de mise en concurrence.

7.4. Langue à utiliser dans les livrables

L'ensemble des livrables attendus au titre du marché sera rédigé en français.

7.5. Opérations de vérification et admission des prestations

Les opérations de vérification seront réalisées par les interlocuteurs privilégiés du titulaire à l'Ined, selon les modalités prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

Des opérations de vérification quantitative et qualitative seront réalisées aux moments des restitutions des données.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'Ined dispose d'un délai de trois (3) mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, l'Ined peut prendre les décisions suivantes concernant les données remises :

1. Concernant les vérifications quantitatives :
 - a. Accepter en l'état ;
 - b. Mettre en demeure le titulaire de compléter la livraison ou d'achever la prestation.
2. Concernant les vérifications qualitatives, l'Ined peut prendre quatre types de décisions :
 - a. Une décision d'admission sous réserve des vices cachés ;
 - b. Une décision motivée d'ajournement par laquelle le titulaire est invité à présenter à nouveau les prestations mises au point, et ce dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement ;
 - c. Une décision motivée de réfaction par laquelle il admet en l'état les prestations avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
 - d. Une décision motivée de rejet qui peut être partiel ou total.

Les prestations objet des vérifications sont réputées admises passé le délai de 3 mois susmentionné.

7.6. Transmission du BEGES et du plan de transition

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé au Titulaire, uniquement s'il est soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, de transmettre à l'INED dans un délai maximum de soixante-jours (60) jours après notification du marché :

- a. La copie du dernier BEGES réglementaire établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, avec preuve de publication sur la plateforme dédiée de l'ADEME ;
- b. Le plan de transition climatique associé présentant les objectifs, moyens et actions en cours ou à venir pour réduire ses émissions.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire informe l'INED de toute actualisation de ces documents.

Le non-respect de cette obligation pourra entraîner l'application de pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.

7.7. Clause de disponibilité des équipes du titulaire

Le Titulaire s'engage à garantir la disponibilité de ses équipes pour répondre à toute sollicitation formulée par l'INED, qu'il s'agisse de réunions, sessions de travail, bilans, points d'information ou tout autre échange relatif à l'exécution du marché.

Lorsque l'INED propose une date de rendez-vous, le Titulaire doit confirmer sa disponibilité et se rendre présent à une date située au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivent la date initialement proposée.

En cas d'empêchement légitime, le Titulaire doit en informer sans délai l'INED et proposer une autre date dans ce même délai de cinq (5) jours ouvrés.

Le non-respect répété de cette obligation de disponibilité pourra entraîner l'application de pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.

8. Pénalités

En dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités décrites dans le présent article s'appliquent de plein droit, sans préjudice d'autres recours contractuels ou juridiques, et ne nécessitent pas de mise en demeure préalable, sauf mention contraire.

Il n'est également pas appliqué d'exonération, tous manquements confondus, lorsque le montant cumulé des pénalités sur l'ensemble du marché est inférieur à 1 000 €.

Enfin, le montant total des pénalités ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché.

8.1. Non-transmission du BEGES et du plan de transition

En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 7.6 du présent CCAP, soit la non-transmission du BEGES et du plan de transition dans le délai imparti, pour le Titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, et après mise en demeure restée infructueuse pendant cinq (5) jours ouvrés, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour ouvré de retard sera appliquée.

8.2. Indisponibilité des équipes du titulaire

En cas de non-respect de l'obligation de disponibilité définie à l'article 7.7 du présent CCAP, notamment si le Titulaire ne se rend pas disponible pour une réunion, un bilan, ou tout autre point en lien avec le marché dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date initialement proposée par l'INED, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour ouvré de retard sera appliquée, après mise en demeure restée sans effet cinq (5) jours ouvrés.

8.3. Retard dans l'exécution des prestations

Le titulaire du marché s'engage à respecter les délais imposés dans les articles 5 et 6.3 du CCTP, ainsi que les dates spécifiés en commun accord entre l'équipe Erfi 2 et le prestataire lors de la réunion de lancement, sous peine de se voir appliquer le régime de pénalités défini ci-après.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où les délais ne sont pas respectés, sous réserve des stipulations des articles 13.3 (prolongation du délai) et 24 (circonstances imprévisibles) du CCAG-PI.

Les pénalités de retard applicables sont de 250 € HT par jour de retard.

Lors d'un retard dans l'exécution des prestations imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

8.4. Non-respect du protocole de contact

Répétition générale et enquête réelle : conformément à l'article 6.2.6 du CCTP, 80 % des fiches-adresses pour lesquelles un numéro de téléphone est disponible doivent avoir fait l'objet d'au moins un appel dans les 6 jours ouvrés suivant la mise en appel des répondants en CATI ou CAWI en V1, et ce pour toutes les périodes de collecte. Une pénalité de 5 € HT par fiche adresse non appelée dans ce temps sera appliquée.

Tout manquement avéré au protocole de contact et de relance (omission ou envoi non conforme de courrier, mail, SMS ou appel) entraîne une pénalité de 2 000 € HT par manquement constaté, après notification écrite de l'Ined.

9. Sous-traitance

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Ined l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant (cf. acte spécial de sous-traitance - formulaire DC4 du Minefe).

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la commande publique.

10. Assurance

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Ined des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette attestation est fournie par le titulaire dans son offre puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Le titulaire devra pouvoir fournir cette attestation, en cas de demande par l'Ined en cours d'exécution du marché.

11. Prix du marché

11.1. Forme des prix

Le présent marché est un marché à prix mixte. Il est conclu pour partie à prix unitaires et pour partie à prix forfaitaires.

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre à bons de commande. Les prestations donnent lieu à des facturations périodiques établies sur la base des prestations réellement exécutées.

La part à prix unitaires s'applique aux prestations effectivement réalisées, dans leurs quantités réelles, notamment :

- les envois de lettres,
- les questionnaires complets remplis par téléphone,
- les questionnaires complets remplis en partie par téléphone et en partie par Internet,
- les questionnaires complets remplis par Internet.

Ces prestations sont rémunérées conformément aux prix figurant au bordereau des prix unitaires joint à l'offre du titulaire (annexe financière).

La part à prix forfaitaires correspond aux prestations rémunérées sur la base d'un montant global indiqué dans l'offre du titulaire (annexe financière). La décomposition de ce montant est également précisée dans son offre.

11.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les

prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment les frais de déplacement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celle en vigueur au jour de l'exécution des prestations.

11.3. Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables pour toute la durée du marché.

12. Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-11 du code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire du marché, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises (TTC) du marché divisé par sa durée exprimée en mois (20).

Le montant initial du marché, toutes taxes comprises (TTC), correspond à la somme de la part forfaitaire et de la part unitaire calculée sur les quantités prévisionnelles figurant dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) inclus dans l'annexe financière, majorée du taux de TVA applicable au jour de la notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R2191-11 du Code de la commande publique.

13. Règlement des prestations

13.1. Schéma de paiement

Avant ou au plus tard durant la réunion de lancement, l'Ined présentera au titulaire un schéma de paiement indiquant les principales étapes déclenchant l'émission des factures.

Ce schéma pourra être discuté lors de la réunion de lancement, et son adoption sera formalisée dans le compte rendu validé par le titulaire.

Le titulaire aura également la possibilité de proposer un schéma alternatif si celui de l'Ined ne lui convient pas.

13.2. Présentation des factures

Les factures seront libellées au nom de l'Ined et outre les mentions légales, elles doivent impérativement comporter les renseignements suivants :

- le numéro du marché (communiqué par l'Ined)
- la désignation des prestations facturées
- le numéro d'engagement juridique (communiqué par l'Ined)
- le montant facturé HT et si besoin sa décomposition
- le taux et le montant de la TVA
- le montant TTC.

13.3. Règlement des prestations

Les factures seront libellées au nom de l'Ined, et selon la réglementation en vigueur, déposées par voie dématérialisée sur la plateforme ChorusPro : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les informations suivantes seront nécessaires pour y déposer celles-ci :

- Le numéro de SIRET de l'INED : 18003702000039
- Le code service à utiliser sera : FACTURES-PUBLIQUES (si vous êtes une structure publique) / FACTURES_PRIVÉES (si vous êtes une structure privée)
- Le numéro d'engagement juridique (EJ), qui devra vous être communiqué en temps voulu par votre interlocuteur à l'Ined.

Le marché comporte un montant de règlement provisoire de la phase de collecte de questionnaires téléphoniques et sur Internet pour l'enquête réelle et un montant de règlement définitif du marché.

Le montant de règlement définitif HT du marché correspond à la somme des prestations forfaitaires et du montant de règlement HT de la phase de collecte pour l'enquête réelle déterminé en fonction des quantités réelles de questionnaires complets, diminué le cas échéant des éventuelles pénalités.

Il est entendu qu'en l'absence de pénalités, la somme des prestations forfaitaires et du montant de règlement HT de la phase de collecte de questionnaires (téléphoniques et par Internet) constitue le montant de règlement définitif du marché.

14. Résiliation

La résiliation du marché pourra être prononcée conformément aux articles 36 à 42 du CCAG-PI. Il est précisé ici que l'Ined peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire conformément aux articles précités.

15. Règlement des différends et des litiges

Conformément à l'article 43 du CCAG-PI, les éventuels différends ou litiges devront être consignés par écrit et seront réglés si possible à l'amiable entre le titulaire et l'Ined.

En cas de désaccord, le comité consultatif de règlement amiable peut être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire, conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Montreuil conformément aux dispositions de l'article R312-11 du Code de justice administrative.

16. Dérogation au CCAG-PI

Articles du CCAG-PI	Dérogations du CCAP
Article 28.2	Article 7.5
Article 29	Article 7.5
Article 14	Article 8
Article 35	Annexe 1

ANNEXE 1 – Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les dispositions relatives au régime des résultats sont définies ci-après. Le titulaire cède à l'Ined, à titre exclusif, l'intégralité des droits d'exploitation sur les résultats tels que définis ci-dessous.

1. Cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats de l'exploitation

Conformément à l'article 32.1 du CCAG-PI, les « résultats de l'exécution du présent marché », dénommés ci-après « les Résultats », désignent l'ensemble des données et documents produits pour le compte de l'INED dans le cadre de la collecte de l'enquête Erfi 2 Vague 2. Ils comprennent notamment :

- Les fichiers de données brutes et contrôlées issues des questionnaires (CATI et CAWI) ;
- Les fichiers de gestion de la collecte, incluant l'historique des appels, les motifs de refus et les paradonnées ;
- Les bilans de collecte, rapports méthodologiques et bilans carbone spécifiques à l'opération ;
- Les versions diffusables et anonymisées des rapports.

Le Titulaire cède à l'INED, à titre exclusif, l'intégralité des droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation et de représentation sur ces Résultats. Cette cession permet à l'INED d'exploiter, de modifier, de diffuser et de valoriser les données auprès de la communauté scientifique ou du grand public, sur tout support présent ou futur.

La cession des droits de prestations intellectuelles est incluse dans le prix du marché.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes et savoir-faire propres au Titulaire qui demeure propriétaire.

2. Etendue et territoire de la cession

La cession prévue au présent contrat est consentie par les cédants au cessionnaire pour toute la durée du droit d'auteur, à savoir la durée prévue par les articles L. 123-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle et le droit étranger applicable, le cas échéant.

Le présent contrat dans toutes les dispositions engage les héritiers des cédants et tous leurs ayants droit et ayants cause pour la durée de cession prévue.

Les droits sont cédés à titre exclusif au cessionnaire pour le monde entier.

3. Exclusion des connaissances antérieures du champ de la cession

Conformément à l'article 33 du CCAG-PI, le présent marché n'emporte pas transfert des droits afférents aux Connaissances Antérieures (standards ou non) telles que définies aux articles 32.2 et 32.3 du CCAG-PI.

L'INED, le Titulaire et les tiers restent titulaires chacun en ce qui le concerne des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature portant sur les Connaissances Antérieures.

4. Garantie de jouissance paisible

Le Titulaire garantit à l'INED la jouissance paisible, libre et entière de toute servitude, des droits cédés contre tous troubles, revendications et/ou évictions quelconques.

Le Titulaire déclare notamment que les Résultats sont entièrement originaux et ne contiennent aucun

emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'INED. Il garantit à l'INED qu'il n'a concédé sur les Résultats aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers.

Il garantit à l'INED que les résultats de l'exécution du présent marché ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à la vie privée et au droit de la personnalité, à l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la contrefaçon - concurrence déloyale - parasitisme, et de manière générale toute atteinte à des droits de tiers.

En conséquence, le Titulaire s'engage à garantir à l'INED l'ensemble des dommages et intérêts prononcés à l'encontre de ce dernier et des frais exposés par celui-ci en défense contre toute action intentée par des tiers en violation de droits de propriété intellectuelle suite à l'utilisation ou exploitation desdits Résultats par l'INED.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à coopérer et à apporter son assistance à l'INED en cas de procès, réclamation ou poursuite intenté par tout tiers à l'encontre de l'INED dans les cas de violation de droits précités.

5. Confidentialité

Tous les éléments (informations, documents et autres) communiqués par l'INED, dans le cadre de l'exécution du présent marché sont confidentiels pour le Titulaire et ses éventuels sous-traitants.

Leurs usages et communications autres que ceux prévus pour la réalisation du marché, sans autorisation expresse et écrite de l'acheteur ou de son représentant habilité à cet effet, sont interdits et seraient susceptibles d'entraîner une résiliation du marché pour faute du Titulaire.

Les dispositions du présent article sont applicables au Titulaire du marché ainsi qu'à ses éventuels sous-traitants.

ANNEXE 2 - Protection des données personnelles RGPD

Voir fichier attaché.